

**Art. 40.** L'article 56, alinéa premier, du même arrêté, est complété par un point 3°, rédigé comme suit :

« 3° les personnes qui, avec l'aide d'une école de conduite, ont réussi l'examen pratique à partir du 1 août 2021 et qui, au moment de passer l'examen pratique, sont inscrites au registre de la population, des étrangers ou d'attente d'une commune flamande et ne sont pas titulaires d'un permis de conduire provisoire valable. ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 41.** A une date à déterminer par le ministre flamand ayant l'infrastructure et la politique routières dans ses attributions, et au plus tard le 1 janvier 2023, les établissements chargés de faire passer les examens pour l'obtention d'un permis de conduire ou d'un certificat d'aptitude professionnelle communiquent par voie électronique au Département les informations contenues dans les documents qu'elles ont délivrés aux candidats avant la date d'entrée en vigueur des articles 4 et 26. Le département en arrête les modalités et arrête la forme dans laquelle les informations doivent être rédigées et transmises au Département.

Dans l'alinéa premier, on entend par département : le département visé à l'article 28, § 1, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 2005 relatif à l'organisation de l'Administration flamande.

**Art. 42.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1 septembre 2021, à l'exception des dispositions relatives à la traduction audio visées aux articles 1, 6, 12, 18, 25, 28 et 36 et aux articles 4 et 26, qui entrent en vigueur à une date à déterminer par le ministre flamand ayant l'infrastructure et la politique routières dans ses attributions, et au plus tard le 1 janvier 2023.

**Art. 43.** Le ministre flamand ayant l'infrastructure et la politique routières dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juillet 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/21681]

**12 AOUT 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un incitant exceptionnel aux propriétaires de biens loués avec affectation touristique pour le relogement de personnes sinistrées lors des inondations du mois de juillet 2021**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 87, § 2, tel que modifié;

Vu le Code wallon de l'habitation durable, article 2;

Vu le Code wallon du tourisme;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 août 2021;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 5 août 2021;

Vu le rapport du 3 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 70.076/2/V, donné le 11 août 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que les inondations du mois de juillet 2021 ont rendu un nombre considérable de logements inhabitables, que l'offre de logements sur le marché locatif privé et public est insuffisante pour rencontrer la demande et qu'il est dès lors indispensable de mobiliser le plus largement possible les logements disponibles en vue de permettre aux familles sinistrées de disposer d'un logement décent dans l'attente soit de réintégrer leur logement rénové soit de leur permettre de retrouver un logement pour une durée plus stable;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « administration » : le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département du Logement;

2° « demandeur » : toute personne morale ou toute personne physique, âgée de dix-huit ans au moins ou mineur émancipé, inscrite au registre de la population ou inscrite au registre des étrangers, et qui est titulaire de droit réel sur un hébergement touristique visé à l'article 1D, 29°, 35° et 53°, du Code wallon du tourisme ou d'un logement mis habituellement en location via une plateforme communautaire de location de logements de particuliers destiné à la location touristique;

3° « ménage sinistré » : ménage dont le logement a été impacté par les inondations de juillet 2021 et rendant l'occupation de ce logement impossible ou non conforme à la dignité humaine;

4° « Ministre » : le ministre qui a le logement dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Champ d'application et conditions d'octroi*

**Art. 2.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, un incitant est accordé au demandeur qui met son bien à disposition d'un ménage sinistré. Cette mise à disposition est encadrée par la conclusion, soit, d'une convention d'occupation précaire, soit, d'un bail de résidence principale.

**Art. 3.** Pour bénéficier d'un incitant, les conditions suivantes sont respectées :

1° le bien est manifestement salubre et occupé dans le respect de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 19° à 22°bis, du Code wallon de l'habitation durable;

2° la convention d'occupation précaire ou le bail de résidence principale a été conclu pour une durée minimale de six mois;

3° le loyer demandé ne peut excéder le montant indiqué dans la Grille indicative des loyers, lorsque le calcul est possible.

CHAPITRE III. — *Modalités de calcul*

**Art. 4.** Le montant de l'incitant est fixé de la manière suivante :

| Type de logement   | Montant de l'incitant mensuel |
|--------------------|-------------------------------|
| 1 chambre          | 300 euros                     |
| 2 chambres         | 600 euros                     |
| 3 chambres         | 900 euros                     |
| 4 chambres et plus | 1000 euros                    |

CHAPITRE IV. — *Introduction de la demande*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'octroi de l'incitant est introduite à l'administration dans les 2 mois suivant la date de prise en cours de la convention d'occupation précaire ou du bail visé à l'article 2.

La date de prise en cours de la convention d'occupation précaire ou du bail visé à l'article 2 est fixée entre le 14 juillet 2021 et le 30 juin 2022.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande est constituée :

1° du formulaire de demande tel que mis à disposition par l'administration dûment complété;

2° de la preuve, par toutes voies de droit :

- que le bien répond à la définition d'établissement d'hébergement touristique au sens du Code wallon du tourisme;

- que le logement que le ménage, partie à la convention d'occupation précaire ou au bail de résidence principale, occupait au moment des inondations, a été impacté par des inondations rendant l'occupation de ce logement impossible ou non conforme à la dignité humaine;

3° d'une copie de la convention d'occupation précaire ou du bail de résidence principale conclut entre le titulaire de droit réel et le ménage sinistré;

4° une copie du résultat de la simulation du loyer de l'hébergement sur base de la grille indicative des loyers disponible sur le site [www.loyerswallonie.be](http://www.loyerswallonie.be) ou une justification expliquant les raisons pour lesquelles les caractéristiques de l'hébergement concerné ne permettent pas une simulation du loyer sur base de cette grille.

CHAPITRE V. — *Modalité d'octroi de l'incitant*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'incitant est versé mensuellement, sur le compte du titulaire de droit réel, pendant toute la durée de la convention d'occupation précaire ou du bail d'habitation visé à l'article 2.

Le premier et le dernier montant de l'incitant sont fixés au prorata du nombre de jours d'occupation du bien durant le mois concerné.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa premier, l'incitant ne peut être octroyé pour une période supérieure à un an et se termine au plus tard le 31 décembre 2022.

§ 3. Dans les 15 jours de la fin de l'occupation du bien, le bénéficiaire informe l'administration de la date de fin d'occupation du bien.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration peut, pendant la durée de convention d'occupation précaire ou du bail de résidence principale donnant droit à l'incitant, vérifier la conformité de la demande aux conditions d'octroi visées au présent arrêté.

§ 2. Le bénéficiaire de la prime est tenu de remettre à l'Administration, à sa demande et dans le délai qu'elle fixe, tout document utile au contrôle de son utilisation.

§ 3. Le bénéficiaire de l'incitant est tenu de les rembourser :

1° en totalité en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir les avantages accordés par le présent arrêté;

2° à concurrence des montants indument perçus depuis le jour où a été commis un manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté.

Dans le mois de la notification de la décision de recouvrement, le bénéficiaire de l'incitant peut introduire, par pli recommandé adressé à l'administration, un recours auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les trois mois de la réception du recours. Le défaut de notification de la décision dans les trois mois est assimilé à un rejet du recours.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'administration, par le Département du Budget et de la Trésorerie du Service public de Wallonie Finances.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 14 juillet 2021.

**Art. 9.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 août 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21681]

#### 12. AUGUST 2021 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines außergewöhnlichen Anreizes für Eigentümer von zu touristischen Zwecken vermieteten Immobilien für die Wiederunterbringung der von den Überschwemmungen im Juli 2021 betroffenen Personen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 2 in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 2;

Aufgrund des wallonischen Tourismusgesetzbuches;

Aufgrund des am 4. August 2021 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. August 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 3. August 2021;

Aufgrund des am 11. August 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 70.076/2/V;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, dass die Überschwemmungen vom Juli 2021 eine beträchtliche Anzahl von Wohnungen unbewohnbar gemacht haben, dass das Angebot an Wohnungen auf dem privaten und öffentlichen Mietwohnungsmarkt nicht ausreicht, um die Nachfrage zu decken, und dass es daher unerlässlich ist, die größtmögliche Anzahl an verfügbaren Wohnungen zu mobilisieren, um den von der Katastrophe betroffenen Familien eine angemessene Unterkunft zu bieten, bis sie entweder in ihre renovierten Wohnungen zurückzukehren oder eine Wohnung für eine dauerhaftere Nutzung finden zu können;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Erbe und Energie, Abteilung Wohnungswesen;

2° "Antragsteller": jede juristische oder natürliche Person, die mindestens achtzehn Jahre alt oder für mündig erklärter Minderjähriger ist, die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen ist, und die Inhaber eines dinglichen Rechts an einer touristischen Unterkunft im Sinne der Artikel 1D, 29°, 35° und 53° des wallonischen Tourismusgesetzbuches ist oder einer Wohnung, die üblicherweise über eine Gemeinschaftsplattform für die Vermietung von Privatunterkünften für die touristische Vermietung vermietet wird;

3° "Betroffener Haushalt": Haushalt, dessen Wohnung von den Überschwemmungen im Juli 2021 betroffen war und die infolgedessen nicht mehr bewohnbar ist oder nicht den Standards der Menschenwürde entspricht;

4° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört.

#### KAPITEL II — *Anwendungsbereich und Gewährungsbedingungen*

**Art. 2** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird dem Antragsteller, der seine Immobilie einem betroffenen Haushalt zur Verfügung stellt, ein Anreiz gewährt. Voraussetzung dafür ist der Abschluss einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz.

**Art. 3** - Um in den Genuss eines Anreizes zu kommen, müssen die folgenden Bedingungen erfüllt sein:

1° die Immobilie ist offensichtlich in einem gesundheitlich zuträglichen Zustand und bewohnt gemäß Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22° bis des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Definitionen;

2° die Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder der Mietvertrag für einen Hauptwohnsitz wurde für eine Mindestdauer von sechs Monaten abgeschlossen;

3° die verlangte Miete darf den in der informativen Mietpreistabelle angegebenen Betrag nicht überschreiten, sofern er berechnet werden kann.

#### KAPITEL III — Berechnungsmodalitäten

**Art. 4** - Die Höhe des Anreizes wird wie folgt festgelegt:

| Wohnungstyp                           | Höhe des monatlichen Anreizes |
|---------------------------------------|-------------------------------|
| 1 Schlafzimmer                        | 300 Euro                      |
| 2 Schlafzimmer                        | 600 Euro                      |
| 3 Schlafzimmer                        | 900 Euro                      |
| Wohnung mit 4 oder mehr Schlafzimmern | 1000 Euro                     |

#### KAPITEL IV — Einreichung des Antrags

**Art. 5** - § 1. Der Antrag auf Gewährung des Anreizes ist innerhalb von zwei Monaten nach Inkrafttreten einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz gemäß Artikel 2 bei der Verwaltung zu stellen.

Das Datum des Beginns der Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder des Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz gemäß Artikel 2 liegt zwischen dem 14. Juli 2021 und dem 30. Juni 2022

§ 2. Damit der Antrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er Folgendes enthalten:

1° das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte, ordnungsgemäß ausgefüllte Antragsformular;

2° der Beweis, mit allen rechtlichen Mitteln:

- dass die Immobilie der Definition einer touristischen Beherbergungseinrichtung im Sinne des wallonischen Tourismusetzgebungsbuches entspricht;
- dass die Wohnung, die der Haushalt, der Vertragspartei der Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz ist, zum Zeitpunkt der Überschwemmungen bewohnt, von den Überschwemmungen betroffen ist, so dass die Nutzung dieser Wohnung unmöglich ist oder nicht den Standards der Menschenwürde entspricht;

3° eine Kopie der Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz, der zwischen dem Inhaber eines dinglichen Rechts und dem betroffenen Haushalt abgeschlossen wurde;

4° eine Kopie des Ergebnisses der Simulation der Wohnungsmiete auf der Grundlage der auf der Website [www.loyerswallonie.be](http://www.loyerswallonie.be) abrufbaren informativen Mietpreistabelle oder eine Begründung, aus der hervorgeht, warum die Merkmale der betreffenden Wohnung eine Simulation der Miete auf der Grundlage dieser Mietpreistabelle nicht zulassen.

#### KAPITEL V — Wie wird der Anreiz gewährt

**Art. 6** - § 1. Der Anreiz wird monatlich auf das Konto des Inhabers des dinglichen Rechts gezahlt, und zwar für die gesamte Dauer der Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder des Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz gemäß Artikel 2.

Der erste und der letzte Betrag des Anreizes werden im Verhältnis zur Anzahl der Tage, an denen die Immobilie in dem betreffenden Monat bewohnt ist, festgelegt.

§ 2. Abweichend von Absatz 1 darf der Anreiz nicht für einen Zeitraum von mehr als einem Jahr gewährt werden und endet spätestens am 31. Dezember 2022.

§ 3. Innerhalb von 15 Tagen nach Beendigung der Nutzung der Immobilie teilt der Begünstigte der Verwaltung das Datum der Beendigung der Nutzung der Immobilie mit.

**Art. 7** - § 1. Die Verwaltung kann während der Laufzeit der Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder des Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz, die den Anspruch auf den Anreiz begründen, überprüfen, ob der Antrag die in diesem Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung erfüllt.

§ 2. Der Begünstigte ist verpflichtet, der Verwaltung auf deren Verlangen und innerhalb der von ihr gesetzten Frist alle Unterlagen auszuhändigen, die für die Kontrolle der Inanspruchnahme der Vergünstigung zweckdienlich sind.

§ 3. Der Begünstigte des Anreizes muss diese zurückzahlen:

1° gänzlich, wenn er eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben hat, um die durch den vorliegenden Erlass gewährten Vorteile zu erhalten;

2° bis zur Höhe der Beträge, die seit dem Tag, an dem gegen die gemäß dem vorliegenden Erlass eingegangenen Verpflichtungen verstoßen worden ist, unrechtmäßig bezogen worden sind.

Innerhalb des Monats nach der Notifizierung des Beitreibungsbeschlusses ist der Begünstigte des Anreizes berechtigt, per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister zu erheben. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang des Einspruchs. Bei fehlender Notifizierung innerhalb drei Monaten gilt der Einspruch als zurückgewiesen.

Die Eintreibung wird durch die Abteilung Haushalt und Kassenwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen auf Initiative der Verwaltung vorgenommen.

#### KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass wird am 14. Juli 2021 wirksam.

**Art. 9** - Der Minister für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 12. August 2021

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den  
Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21681]

**12 AUGUSTUS 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een uitzonderlijke incentive aan de eigenaars van gepachte goederen bestemd voor toerisme, met het oog op de herhuisvesting van de door de overstromingen van juli 2021 getroffen personen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 2, zoals gewijzigd;

Gelet op het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 2;

Gelet op de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 augustus 2021;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 5 augustus 2021;

Gelet op het rapport van 3 augustus 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 70.076/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1 eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de overstromingen van juli 2021 een aanzienlijk aantal woningen onbewoonbaar hebben gemaakt, dat het aanbod van woningen op de particuliere en openbare huurmarkten ontoereikend is om aan de vraag te voldoen en dat het derhalve noodzakelijk is de beschikbare woningen zoveel mogelijk te mobiliseren teneinde de getroffen gezinnen in staat te stellen fatsoenlijke huisvesting te vinden in afwachting van hetzij de terugkeer naar hun gerenoveerde woning, hetzij het vinden van een woning voor een meer stabiele termijn;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° “administratie”: de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

2° “aanvrager”: elke rechtspersoon of natuurlijke persoon van ten minste achttien jaar of ontvoogde minderjarige, ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister, en houder van een zakelijk recht op een toeristische logiesverstrekkende inrichting als bedoeld in artikel 1D, 29°, 35° en 53°, van het Waals Toerismewetboek of op een woning die gewoonlijk verhuurd wordt via een gemeenschappelijk platform voor de verhuur van particuliere woningen bestemd voor toeristisch verhuur;

3° “getroffen huishouden”: een huishouden waarvan de woning werd getroffen door de overstromingen van juli 2021 en waardoor het bewonen van deze woning onmogelijk wordt of niet meer menswaardig is;

4° “Minister”: de minister bevoegd voor huisvesting.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied en toekenningsvoorwaarden*

**Art. 2.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt een incentive toegekend aan de aanvrager die zijn goed ter beschikking stelt van een getroffen huishouden. Deze terbeschikkingstelling wordt gereguleerd door het sluiten van hetzij een overeenkomst voor preciaire bewoning, hetzij een huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats.

**Art. 3.** Om voor een incentive in aanmerking te komen, moet aan de volgende voorwaarden voldaan worden:

1° het goed is kennelijk gezond en wordt bewoond in overeenstemming met artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen bedoelde begripsomschrijvingen;

2° de overeenkomst voor preciaire bewoning of de huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats is gesloten voor een termijn van ten minste zes maanden;

3° de gevraagde huurprijs mag niet hoger zijn dan het bedrag vermeld in de indicatieve huurprijzenrooster, wanneer de berekening mogelijk is.

HOOFDSTUK III. — *Berekeningsmodaliteiten*

**Art. 4.** Het bedrag van de incentive wordt als volgt bepaald:

| Soort woning          | Bedrag van de maandelijkse incentive |
|-----------------------|--------------------------------------|
| 1 slaapkamer          | 300 euro                             |
| 2 slaapkamers         | 600 euro                             |
| 3 slaapkamers         | 900 euro                             |
| 4 slaapkamers en meer | 1000 euro                            |

HOOFDSTUK IV. — *Indiening van de aanvraag*

**Art. 5.** § 1. De aanvraag tot toekenning van de incentive wordt binnen twee maanden na de ingangsdatum van de in artikel 2 bedoelde overeenkomst voor preciaire bewoning of huurovereenkomst bij de administratie ingediend.

De ingangsdatum van de in artikel 2 bedoelde overeenkomst voor preciaire bewoning of huurovereenkomst wordt tussen 14 juli 2021 en 30 juni 2022 vastgesteld.

§ 2. De aanvraag wordt als volledig beschouwd als ze het volgende bevat:

1° het aanvraagformulier dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld, naar behoren ingevuld;

2° het bewijs, via alle rechtsmiddelen: <0}

- dat het goed beantwoordt aan de begripsomschrijving toeristische logiesverstreckende inrichting overeenkomstig het Waals Toerismewetboek;

- dat de woning waarin het huishouden dat partij is bij de overeenkomst voor preciaire bewoning of bij de huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats, op het moment van de overstromingen woonde, getroffen is door overstromingen die het bewonen van deze woning onmogelijk of menonwaardig hebben gemaakt;

3° een afschrift van de overeenkomst voor preciaire bewoning of huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats gesloten tussen de houder van het zakelijk recht en het getroffen huishouden;

4° een afschrift van het resultaat van de huurprijssimulatie van de huisvesting op basis van de indicatieve huurprijzenrooster die beschikbaar is op de website [www.loyerswallonie.be](http://www.loyerswallonie.be) of een motivering van de redenen waarom de kenmerken van de betrokken huisvesting een huurprijssimulatie op basis van deze rooster niet toelaten.

HOOFDSTUK V. — *Modaliteiten tot toekenning van de incentive*

**Art. 6.** § 1. De incentive wordt maandelijks gestort op de rekening van de houder van het zakelijk recht, voor de hele duur van de in artikel 2 bedoelde overeenkomst voor preciaire bewoning of woninghuurovereenkomst.

Het eerste en het laatste bedrag van de incentive worden bepaald naar rato van het aantal dagen dat het goed in de betrokken maand bezet is.

§ 2. In afwijking van het eerste lid kan de incentive niet voor een termijn langer dan een jaar worden toegekend en eindigt uiterlijk op 31 december 2022.

§ 3. Binnen 15 dagen na het einde van de bewoning van het goed stelt de begunstigde de administratie in kennis van de datum van het einde van de bewoning van het goed.

**Art. 7.** § 1. De administratie kan tijdens de duur van de overeenkomst voor preciaire bewoning of huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats die recht geeft op de incentive, nagaan of de aanvraag voldoet aan de in dit besluit bedoelde toekenningsvoorwaarden.

§ 2. De begunstigde van de premie is verplicht om aan de administratie, op haar verzoek en binnen de door haar gestelde termijn, alle documenten in te dienen die nuttig zijn voor de controle op het gebruik ervan.

§ 3. De begunstigde van de incentive is verplicht die terug te betalen:

1° in zijn geheel, in geval van onjuiste of onvolledige aangifte met het oog op het verkrijgen van de bij dit besluit verleende voordelen;

2° ten belope van de bedragen die ten onrechte ontvangen zijn sinds de dag waarop een inbreuk op de overeenkomstig dit besluit aangegane verbintenissen gepleegd is.

Binnen één maand na kennisgeving van de beslissing tot invordering kan de begunstigde van de incentive een beroep indienen bij de Minister door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de administratie. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Indien de beslissing niet binnen drie maanden is medegedeeld, moet ervan uit worden gegaan dat het beroep afgewezen is.

De invordering wordt op initiatief van de administratie, door het Departement Begroting en Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst Financiën uitgevoerd.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking op 14 juli 2021.

**Art. 9.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 augustus 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE